

multiples conséquences (en termes de politique d'emploi, d'équilibre des systèmes de retraite, de consommation de soins et de biens de santé, d'habitat, etc.), défi de la sécurité sanitaire (les crises à répétition des années 1990 ont largement contribué à l'édification d'un réseau d'acteurs organisés à l'échelle européenne) et de la lutte contre les maladies infectieuses qui ne connaissent pas les frontières, défi de la protection des populations contre les substances toxiques (voir les avancées du système REACH) ou contre les comportements à risques (on ne dira jamais assez l'importance des instances multilatérales dans l'édification de la santé publique, en matière de lutte contre le tabagisme par exemple).

6-2 Relations extérieures

Nous sommes le mouvement démocrate. Ce nom de démocrate, c'est de par le monde celui de ceux qui refusent les dictatures.

Il y a un grand courant démocrate en formation dans le monde et le monde a besoin de ce courant. En Chine, démocrate, cela signifie résistant. Au Japon, démocrate, cela signifie défenseur du changement. Aux États-Unis, démocrate, cela signifie homme ou femme de progrès.

Bientôt, en Afrique, en Amérique du sud et dans l'ensemble du sud-est asiatique et déjà en Inde avec le grand parti du Congrès, une internationale démocrate est en voie de formation.

Nous sommes un mouvement de résistance, de résistance internationale, de résistance à ceux qui confisquent le pouvoir et l'exercent de manière arbitraire, mais plus encore nous sommes un mouvement de résistance à l'ordre mondial, lorsque celui-ci est injuste.

C'est bien souvent cette famille, dont nous sommes en France les représentants modestes, le centre progressiste, qui fait bouger le monde. Barack Obama n'est pas socialiste. Il est démocrate et il a entrepris quelque chose de grand, quelque chose d'immense pour faire bouger le monde.

Un monde équilibré

Nous acceptons l'altérité, que l'autre ne soit pas exactement comme nous et, cependant, nous le considérons comme aussi légitime que nous-mêmes, lorsqu'il s'agit de parler, de se rencontrer, de nouer une relation et de bâtir l'avenir. Mieux, nous pensons même que cette différence nous enrichit et qu'elle devient constitutive de notre propre identité.

C'est cette idée, cette valeur même, sur laquelle nous pensons que doit se fonder la gestion du monde.

Nous pensons donc qu'il doit y avoir dans le monde un certain « équilibre de la puissance », au moins un réel équilibre diplomatique. Nous ne voulons pas d'un monde qui serait dominé, peut-être exploité par un, deux ou trois « empires » dirigés par des super puissances. L'histoire nous a appris que le colonialisme, même porté (sincèrement ou pas)

par de bonnes intentions (« le devoir civilisateur » de la troisième République, « the white man's burden » de Kipling), est une impasse et ne voulons pas le voir renaître sous de nouvelles formes.

Nous souhaitons voir à la table des grandes affaires du monde, dans un respect mutuel, non pas un ou deux pays dominants, mais les grands pays, comme les États-Unis, la Chine, la Russie, peut-être l'Inde et le Brésil, et des unions de pays ayant des intérêts communs comme l'Union européenne, dont la nécessité pour les États européens et notamment la France est si évidente, ou d'autres unions régionales dont nous souhaitons le développement.

Ainsi, nous refusons l'idée qu'il y ait un « occident », un *seul* occident, et que tout le monde, dans l'occident, ait, au fond, les mêmes valeurs, les mêmes principes, les mêmes choix stratégiques. Cette idée fautive est porteuse de très grands risques dans l'équilibre du monde. Nous souhaitons que la France reste, et que l'Europe devienne, porteuses d'une identité qui, précisément, aux yeux du reste du monde ne soit pas exactement cet occident unique. Nous concevons l'occident comme pluraliste, comme équilibré, comme addition d'indépendances et certainement pas comme un tout homogène qui se dresse contre le reste de la planète.

6-3 Régulation du monde

Notre projet de relations internationales cherche à optimiser notre diplomatie dans un monde multipolaire: mettre en place les conditions diplomatiques pour la stabilité géopolitique mondiale, la promotion des droits de l'homme et de la démocratie, la prospérité économique, l'évolution soutenable et la sécurité environnementale.

Pour cela, l'Europe doit agir pour faire du G20 (indispensable successeur du G8) un Conseil de Sécurité Économique où tous les continents, y compris l'Afrique, puissent être entendus. Elle doit œuvrer pour que le FMI joue un rôle effectif de surveillance et de coordination des politiques macroéconomiques. Le FMI doit toutefois être plus représentatif du poids des pays émergents et en développement dans sa gouvernance, répondre à des besoins conjoncturels de liquidité, et, enfin et surtout, avoir des pouvoirs de sanction. L'Europe pour sa part doit se réorganiser au sein de cette institution pour être en mesure de parler d'une seule voix.

L'Europe doit aussi agir pour rendre plus équitables les règles du commerce mondial. Cela passe probablement par la définition d'un nouveau mandat pour l'OMC, qui doit être dotée du pouvoir d'arbitrer des conflits commerciaux non sur la seule base de la concurrence mais aussi en fonction d'exigences environnementales et sociales. Elle doit proposer une meilleure protection des marchés agricoles et des industries des pays en développement et une valorisation des matières premières pour leur propre compte.

De façon générale, le dispositif institutionnel doit être simplifié pour renforcer la régulation mondiale. Ainsi, trop d'institutions multilatérales interviennent dans le domaine économique et dans celui de l'aide au développement et humanitaire. La Banque Mondiale devrait se voir pleinement confier ce rôle.

Enfin, l'Europe doit également proposer des moyens de réduire les effets de la volatilité des taux de change, par exemple en suscitant la généralisation d'une monnaie de référence mondiale autre que le dollar.

6-4 Défense

Nous vivons dans un monde plus dangereux qu'il ne l'a jamais été. Dans ce contexte, la politique de défense doit s'orienter autour de quatre axes :

- maintenir et affermir le lien entre armée et nation. C'est un lien d'autant plus important que les armées ont été professionnalisées. Les impératifs et les contraintes du métier de soldat n'ont plus de réalité pour la majorité des Français. Il faut représenter la nation auprès des armées et les armées auprès de la nation. Cela est d'autant plus nécessaire que les missions nouvelles de sécurité intérieure qui s'imposent à nous ne peuvent et ne doivent plus être exercées par les soldats professionnels. La surveillance des gares, des aéroports, des lieux publics touristiques, ne devrait plus échoir à des jeunes hommes et femmes que l'on a formés et dont les compétences sont sans commune mesure avec les tâches qui leur sont confiées. C'est tout l'intérêt du développement d'une défense passive, dont le service civique pourrait constituer l'un des piliers.

- moderniser notre outil de défense. Même s'il est lourd pour le budget de la nation, cet effort doit être maintenu pour que nos armements soient régulièrement adaptés à l'apparition de nouvelles menaces et de nouveaux risques, et dans l'espoir qu'il puisse, à terme, être partagé avec nos partenaires européens.

- réfléchir aux nouveaux enjeux de la dissuasion nucléaire. La dissuasion a changé de visage. Il faut consacrer, nous Français, le temps nécessaire pour que nous nous posions la question de la mutualisation, ou au contraire du caractère national, de cette approche du nucléaire en Europe. C'est de la dissuasion nationale, mais nos intérêts nationaux ne sont pas limités à nos frontières. Il est donc nécessaire que nous reformulions notre doctrine en matière nucléaire. Il sera tout aussi nécessaire, et c'en sera la conséquence, de mieux répartir les efforts entre les Etats : aujourd'hui, la France et la Grande Bretagne font incomparablement plus d'efforts de défense que les autres pays. Ceci ne pourrait perdurer si leur arme nucléaire protégeait explicitement tous les pays de l'union européenne. De même, nous devons repenser notre doctrine à la lumière des initiatives prises récemment en matière de désarmement nucléaire. Le 24 septembre dernier, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté à l'unanimité une résolution sur le désarmement et la non-prolifération préconisant l'abolition totale des armes nucléaires. D'autre part, les Etats-Unis et la Russie devraient signer en décembre un traité qui réduira le nombre d'armes stratégiques déployées, et les Etats-Unis se sont engagés à réduire davantage encore leur arsenal nucléaire. Dans ce contexte, il importe que la France et l'Union européenne prennent des initiatives non seulement pour suivre ce mouvement, mais également pour l'amplifier, en particulier à travers le renforcement de leur coopération avec les Etats-Unis et la Russie.

ses priorités et réorienter ses objectifs. Le projet européen doit avant tout être un projet de nature sociale conçu pour et par les citoyens européens. L'Europe sociale n'est pas une illusion mais une réelle nécessité. Tous les pays seront confrontés au défi sociétal, économique, politique et culturel du vieillissement. Des réponses coordonnées, des réponses conjointes sont possibles. Elles doivent être élaborées aujourd'hui.

La construction de l'Europe sociale est vitale car elle est l'un des éléments essentiels du projet de société qui rassemblera les Européens. Les Français, les Néerlandais et les Irlandais ont dit brutalement et publiquement à leurs responsables politiques qu'ils n'étaient pas convaincus d'être suffisamment protégés par l'Europe. Entendre ce message des peuples européens, c'est éclairer les avancées sociales déjà acquises par la construction européenne, mais c'est surtout dessiner une feuille de route globale des défis sociaux européens.

Ne nous y trompons pas. La tâche de conviction est ardue, particulièrement en France. L'impact social de la mondialisation est globalement perçu de manière négative par les Européens : la mondialisation est vue comme accroissant les inégalités sociales (56% en moyenne et 74% en France) et comme synonyme de délocalisations (41% en moyenne et 63% en France). Pour 66% des Français (43% des Européens), la mondialisation constitue une menace pour les entreprises nationales et seulement un quart la considèrent comme une « opportunité » grâce à l'ouverture des marchés. Les Français voient avant tout la mondialisation comme une menace pour le tissu social et non comme un levier de croissance pour leur pays (enquête Eurobaromètre 69 publiée en novembre 2008). L'Eurobaromètre de décembre 2008 conclut que *« les dirigeants et les politiques européens sont investis de la responsabilité de rassurer les citoyens dans la période de crise actuelle (...) ces circonstances recèlent également de formidables opportunités pour que ces dirigeants mettent à profit les défis actuels »*.

Dans le périmètre de ses compétences présentes, l'Union européenne a d'ores et déjà permis de nombreuses avancées concrètes en matière de protection de la santé publique ou de la santé au travail, de financement des politiques d'insertion, de lutte contre les discriminations, de couverture sociale des non-résidents. Les progrès en matière d'intégration des personnes handicapées doivent beaucoup aux associations mobilisées ; on ne saurait pour autant méconnaître l'importance de la comparaison des expériences européennes et, le cas échéant, de la jurisprudence. Il en va de même des discriminations au regard des origines ethniques ou du genre. L'Europe symbolise des droits nouveaux ou, à tout le moins, la mise à niveau des normes nationales. Au-delà des avancées concrètes dans les textes législatifs ou réglementaires, au-delà des procédures instituées (type Méthode ouverte de coordination), l'Europe avance aussi à travers la diffusion des meilleures pratiques repérables dans les différents pays. Les Français ont beaucoup à gagner à cette confrontation aux meilleures pratiques en termes d'efficacité, d'organisation, et de performance sociale.

Si la protection sociale reste organisée à l'échelle nationale, voire infranationale, l'Europe doit exister davantage dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, notamment en matière de logement. Il en va de même pour les défis communs auxquels ont à faire face les systèmes de soins et de protection sociale : défi du vieillissement bien entendu et ses

Trois objectifs majeurs peuvent être identifiés :

- Premier objectif : L'Union européenne doit être en mesure d'assurer la protection de ses citoyens et de leurs intérêts face aux menaces directes et indirectes. Sans rejeter l'alliance atlantique, elle doit se donner les moyens de le faire y compris sans les Etats-Unis.

- Deuxième objectif : L'Europe doit également peser sur l'organisation du monde. En effet, lorsque l'Europe sait parler d'une seule voix, elle pèse fortement sur la manière dont s'organise le monde et peut obtenir des résultats majeurs, y compris face aux États-Unis. La mise en application du protocole de Kyoto l'a prouvé. Le développement continu des outils diplomatiques européens est donc l'un des objectifs principaux de notre politique étrangère.

Les décisions prises dans les instances internationales comme l'OMC et le FMI lors de certaines négociations ont un impact fort sur nos modes de vie. Il est donc essentiel que nos valeurs et ambitions soient bien prises en compte lors de ces négociations, car les menaces sur les modes de vie auxquels nous tenons y sont potentiellement au moins aussi importantes que celles qui s'appuient sur des outils militaires ou terroristes.

Cela passe par la recherche d'une parole unique quand c'est possible, ou au moins coordonnée, des états européens dans ces instances.

- Troisième objectif : Le monde doit pouvoir compter sur la puissance bienveillante de l'Europe pour favoriser la paix. De même que les guerres européennes se sont étendues au monde, il fait partie de la vocation de l'Union européenne de favoriser la paix dans le monde en prônant des valeurs de démocratie, de respect des droits de l'Homme et de respect de la diversité, et en respectant les hommes et les femmes des autres régions du monde, ne serait-ce que parce que la sagesse ne nous est venue qu'après deux guerres mondiales, ce qui nous interdit de nous poser en donneurs de leçons.

L'Europe doit également promouvoir son modèle auprès des autres organisations régionales en pleine expansion, comme l'Union africaine, élément essentiel pour peser dans un ensemble multipolaire. L'exemple que nous pouvons donner au monde est celui de la réconciliation franco-allemande, qui paraissait impensable au milieu du siècle dernier.

Pour faire face à ces enjeux, la mise en commun de moyens d'élimination de dépenses faisant doublons -car effectuées en parallèle par plusieurs États membres- et définition de stratégies communes sont des outils à mettre en place aussi vite que possible, dans les domaines de la diplomatie, de l'armement, des forces armées et, bien évidemment, du renseignement.

L'Europe sociale

La vocation des institutions européennes n'est pas de défendre la concurrence, et encore la concurrence, et exclusivement la concurrence. Pour nous, démocrates, l'Europe ne se limite pas à la consommation, à l'économie, aux marchandises, au profit. Elle doit revoir

- bâtir une défense européenne, à travers la mise en synergie de capacités militaires nationales, à qui on permet de manœuvrer ensemble, d'interagir ensemble, d'échanger des renseignements. L'Europe doit se donner pour obligation de pouvoir se défendre elle-même.

Organiser ou assurer la défense du territoire européen, c'est notre responsabilité. Dès que les Européens auront arrêté la volonté de prendre en main leur propre défense, l'Alliance atlantique aura un autre visage : l'OTAN joue, pour partie, le rôle de mise en commun des moyens européens, mais aussi américains pour la défense, mais la prise en charge des moyens de sa défense par l'Europe pèsera au sein de l'alliance de manière à rééquilibrer ce qui n'est aujourd'hui perçu que comme un outil de la puissance américaine.

Cela exige des réflexions, des chapitres nouveaux pour une politique de sécurité européenne. Il est ainsi nécessaire, et cela a commencé, de mettre en commun des programmes de recherche ou d'armement, certaines unités militaires, des moyens diplomatiques, de manière à optimiser l'utilisation des fonds publics, à avoir plus en faisant ensemble que nous n'aurions chacun de notre côté. Mais cette mise en commun ne pourra progresser qu'au rythme auquel les Etats membres se feront assez confiance pour dépendre sur ces sujets profondément régaliens les uns des autres. Des moyens supplémentaires massifs en direction de la technologie et de la recherche sont indispensables pour rattraper le retard que nous avons laissé se creuser par rapport aux Etats-Unis.

On a également besoin d'ouvrir un chapitre nouveau, celui de l'observation et du renseignement. Nous sommes loin d'être le pays européen le moins efficace et pourtant, nous avons à renouveler l'efficacité française en matière de renseignement, dans beaucoup de domaines, en particulier le renseignement économique, industriel, où nous apparaissions trop souvent désarmés, alors que le sentiment d'insécurité globale est croissant alors que ce qui est en jeu c'est de protéger nos entreprises qui pourraient voir pillés leurs savoir-faire, perdre de leur compétitivité, avec des conséquences à terme sur l'emploi en Europe et la vie de tous nos concitoyens.

porter au plus haut les valeurs de justice, de solidarité et d'entraide. Les peuples exigent une Europe qui les protège dans leur travail ou leur santé, et qui protège leurs aînés et leurs enfants.

Toutefois, cela ne suffit pas de le dire. On a besoin, désormais, des instruments politiques pour porter un autre projet de société.

Nous pensons, au Mouvement Démocrate, qu'il y a un projet de société européen, qu'il y a même un modèle de société européen et que ce modèle n'est pas le même que celui des autres continents. Nous avons des valeurs dans lesquelles nous nous reconnaissons, des valeurs d'humanisme, de laïcité, de respect, de tolérance, de droits fondamentaux, de lutte contre toutes les formes de discrimination. Nous revendiquons ce projet de société. Nous en sommes fiers.

Et à côté de ce modèle européen, nous voulons porter et réfléchir à un nouveau modèle de développement européen, économique, social, durable.

C'est pourquoi, quels que soient les objectifs souvent justes de ceux qui indiquent qu'il y a en Europe une majorité de gouvernements qui en réalité se rallient au modèle dominant de la planète, nous n'avons pas d'autres possibilités que de regarder l'Europe comme le seul recours dont nous disposons en face des hyper-puissances portant un projet de société qui ne correspond pas à ce que nous attendons.

Nous devons peser sur l'Europe pour qu'elle assume la mission que les citoyens attendent d'elle : défendre et faire progresser les sociétés européennes et leurs avancées sociales.

La construction d'une Europe sociale est donc vitale. Elle est l'un des éléments essentiels du projet de société qui rassemblera les Européens. À ce titre, le développement d'un droit du travail cohérent en Europe doit permettre de définir de nouveaux équilibres entre la nécessaire protection des salariés et la recherche de compétitivité. Le premier objectif doit donc être de doter l'Union européenne d'un socle de compétences robustes qui permet de compléter l'édifice du marché unique.

Ce qui se joue là, c'est l'avenir de notre civilisation, de nos valeurs, de nos familles et de nos enfants.

Une condition majeure en est que la France demeure ce qu'elle était, c'est-à-dire un pays qui porte une résistance à l'échelon international et non pas un alignement à l'échelon international, pour que l'Europe puisse devenir ce qu'elle est ce qu'elle devrait être.

Une Europe capable de peser sur les affaires du monde

Les états qui comptent ou compteront dans le monde sont à la dimension de continents : Russie, USA, Chine, bientôt Inde et peut-être Brésil. La France ne pourra peser sur l'évolution du monde, et ne pourra assurer sa sécurité qu'à travers une Europe forte, ayant une diplomatie et une défense efficaces et respectées.

De même, l'extension du champ de compétence du Parlement Européen est une excellente chose pour la démocratie européenne, mais la procédure de codécision reste extrêmement complexe pour le citoyen.

Il faut donc tirer parti de toutes les opportunités issues du traité de Lisbonne, mais ce n'est pas le point final de l'évolution vers des institutions lisibles.

- une meilleure information des citoyens

Alors que le Parlement Européen est sans doute l'une des institutions les plus démocratiques du monde et que son poids sur les décisions européennes est important et va croissant, les citoyens ne savent en général pas quel est le rôle des députés européens.

La raison en est sans doute double : d'une part la complexité et l'émiettement entre le Conseil, la Commission et la Commission des mécanismes de décision institutionnels, qui ne permettent pas de mettre en évidence le rôle du Parlement, d'autre part, à l'exception du travail dans l'enceinte du Parlement, mais y compris de celui réalisé entre ces 3 institutions, des modalités de travail qui s'apparentent à celles de la diplomatie, plus qu'à une transparence démocratique.

La méthode diplomatique a été parfaitement adaptée pour mener l'Europe où elle en est (et il ne faut jamais négliger l'importance du chemin parcouru : paix définitive entre l'Allemagne et la France, réunification, certes pas totalement achevée, de l'Europe après la chute du mur de Berlin), mais l'importance sur la vie des citoyens des décisions prises au niveau européen impose désormais une transparence plus grande des modalités de décision.

Par exemple, l'obligation d'une information publique donnée à l'avance sur les sujets qui vont être à l'ordre du jour permettrait aux citoyens, et pas seulement comme aujourd'hui aux lobbys organisés, d'informer leurs députés européens de leurs positions sur ces sujets.

Une Europe ayant son propre modèle

Le grand défi de notre génération est de trouver un autre projet de société dans la mondialisation.

Les États-Unis et la Chine ne sont pas loin d'avoir choisi le même modèle dans lequel les inégalités croissent au lieu de décroître. L'élection de Barack Obama, notamment sa volonté de mettre en place une assurance santé, semble montrer un infléchissement, mais il est trop tôt pour en déduire que les États-Unis ont renoncé à ce modèle.

Ce n'est pas le même système politique mais ce sont toutes les deux des sociétés qui ont accepté sans en débattre avec leurs concitoyens qu'au fond, l'argent soit le pilier central de la construction des sociétés qu'ils mènent.

Nous refusons ce système de valeurs. Nous pensons que c'est à l'attention portée aux plus faibles que l'on mesure la valeur d'une société. Et que c'est la vocation de l'Europe de

CHAPITRE 6 EUROPE ET INTERNATIONAL

Compte tenu de l'histoire et des valeurs de notre pays, un projet pour la France est forcément, aussi, une ambition pour l'Europe et une proposition pour le monde.

Ceux-ci ont été résumés dans le discours de clôture des universités d'été de la Grande Motte : « L'Europe est un moyen précieux de notre influence dans le monde et du progrès de nos sociétés. L'Europe doit considérer que sa mission est de protéger l'intégrité des sociétés européennes et de leurs avancées sociales et pas seulement l'efficacité des marchés. »

« La France défend un ordre mondial fondé sur l'équilibre de la puissance, l'égalité de dignité des peuples et leur co-responsabilité dans leur obligation de développement. »

6-1 Europe

Une Europe plus démocratique

Plus encore qu'au niveau national, le niveau européen renvoie aux Européens un sentiment de perte du sens, d'absence d'identification des objectifs et des buts poursuivis. Les référendums populaires sur les questions européennes depuis le traité de Maastricht ont traduit cet éloignement croissant entre les citoyens et l'Europe. Bien sûr, d'autres référendums ont donné des résultats positifs : tous les nouveaux Etats membres d'Europe centrale et orientale ont validé leur entrée dans l'Union européenne par des référendums positifs, l'Espagne et le Luxembourg ont voté favorablement, par référendum, pour la Constitution européenne.

Mais il n'empêche que s'installe peu à peu dans les esprits l'idée que les peuples ne veulent plus de l'Europe et qu'ils sont comme emmenés « contre leur gré » dans la poursuite d'une construction essentiellement bureaucratique et élitiste. Le « chantage » qui s'exerce sur les « mauvais » votants est ce qu'il peut paraître de plus difficile à accepter et de moins démocratique qu'il soit. Certes la France a ratifié le traité de Lisbonne, mais il reste parmi nos concitoyens cette idée qu'il s'agissait, par une ratification parlementaire, d'éviter de consulter à nouveau les Français.

L'Europe est pourtant l'horizon de notre avenir. Il est donc absolument nécessaire que les décisions européennes soient perçues par les citoyens comme les leurs. Pour cela, différents mécanismes devront être mis en œuvre :

- des institutions plus visibles et plus lisibles

Le traité de Lisbonne, en donnant un « visage » à l'Europe (président du Conseil, ministre des affaires étrangères), va contribuer à cette lisibilité. Néanmoins, les modalités de désignation des titulaires de ces responsabilités restent aussi éloignées du citoyen que celle du président de la Commission.